

Corruption, quand tu nous tiens . . .

Article paru dans la Vie Catholique du 11-13 août 2000

Phrases-résumé :

La corruption, c'est un compromis entre deux intérêts particuliers, qui va à l'encontre de l'intérêt général, en trichant sur les règles du jeu social.

Certes ceux qui ont beaucoup de pouvoir peuvent beaucoup corrompre mais la tentation de tricher, nous la connaissons tous.

Au départ de la discussion, nous sommes tous unanimes pour déplorer et dénoncer la corruption. Mais quand nous creusons, nous partageons notre sentiment d'être coincés par une pratique corrompue, sorte de contrainte sociale à subir. Et nous finissons par toucher du doigt nos propres complicités (au rang desquelles la peur des conséquences et le silence occupent une large place).

C'est l'accumulation silencieuse et cachée de nos complicités qui crée un système déréglé ou en tous cas le renforce et l'installe.

Dans le cadre de mon cours sur la gestion des conflits, les participants ont souhaité parler quelques minutes de la corruption. Les premiers exemples de corruption évoqués furent les appels d'offres ou de candidatures biaisés, les abus de biens sociaux, bref les "affaires" dont nos journaux parlent chaque semaine. Puis, plusieurs d'entre nous donnèrent des exemples qui illustrent la pratique courante du billet qu'il faut glisser à l'administration pour obtenir son permis ou pour l'obtenir rapidement. Quelqu'un parla de la peur de dire non à son supérieur hiérarchique quand il abuse de son pouvoir, pour servir ses intérêts personnels. Ensuite, un participant fit remarquer que l'incitation à la corruption est parfois très subtile. Il se souvenait avoir été chercher un acte de naissance de son fils à l'Etat civil. Le fonctionnaire lui dit de revenir dans 8 jours. Plutôt que de devoir prendre un autre demi-jour de congé, il préféra glisser Rs 20 et l'obtenir tout de suite ! Une participante enchaîna : je déplore la corruption de la police mais je dois reconnaître que quand un policier arrête ma voiture pour une légère infraction, j'adopte spontanément une attitude de défense -dans mes paroles, l'intensité de ma voix, les gestes, les pleurs- qui vise quelque part à le "corrompre"...

Cet échange m'a fait réfléchir à plus d'un titre. Au départ, nous pensions : "corrupteur = celui qui a le pouvoir et qui en abuse". Puis nous sentions que c'est plus ambigu, comme si la frontière entre corrupteur et corrompu s'effaçait. Moi, citoyen, je peux corrompre un représentant de l'ordre. Je peux avec lui décider de ne pas respecter les règles du jeu, parce que nous y trouvons tous les deux un intérêt ! La corruption ne sera possible que par la compromission des deux. En fait, la corruption, c'est un compromis entre deux intérêts particuliers, qui va à l'encontre de l'intérêt général, en trichant sur les règles du jeu social.

Ce lien complice entre corrupteur et corrompu, Mgr Piat le souligne régulièrement. À propos de la drogue : "Si bann clients habituels boudent la drogue, bann trafiquants bizin allé" disait-il lors de la journée mondiale de la lutte contre la drogue. Et rappelons-nous sa lettre pastorale de mars 2000, à propos de la responsabilité politique du citoyen : "Si le politicien a grand tort de faire payer un permis qu'il a le devoir de donner gratuitement du moment que les conditions requises sont remplies, de son côté, le citoyen qui achète le permis (que le politicien n'a pas le droit de lui vendre), est lui aussi responsable de propager le cancer de la corruption dans les rouages de l'administration. De plus, il est de notoriété publique que, quelque soit le parti au pouvoir, une partie de cet argent sale, recueilli sous la table, sert ensuite à acheter la conscience des électeurs durant les élections. Si nous persistons à acheter la conscience des politiciens au pouvoir, ne

nous étonnons pas si, à leur tour, ils nous proposent d'acheter notre conscience et notre vote à l'occasion d'une élection". N'avons-nous pas les politiciens que nous méritons ?

Je relève un autre point intéressant de notre échange : spontanément, nous sommes partis de la corruption des gens au pouvoir, de ceux qui sont au sommet de la pyramide sociale. Puis nous avons descendu cette pyramide pour arriver aux corruptions que nous connaissons de près. Certes ceux qui ont beaucoup de pouvoir peuvent beaucoup corrompre mais la tentation de tricher, nous la connaissons tous : chaque fois que nous disposons d'un pouvoir (et il ne faut pas attendre d'être ministre pour en disposer une parcelle !) ou que nous sommes en face de quelqu'un qui en a, nous pouvons choisir de jouer le jeu selon les règles ou non.

La troisième chose qui m'a frappé dans notre échange, ce sont les mots que nous avons utilisés pour dire cette sorte de nécessité contraignante qui pèse sur nous, citoyens : "si tu ne veux pas avoir de problème avec ton chef, tu es obligé de ..." ; "si tu as besoin de tel permis, il faut ...". Comme si, pour parvenir à nos fins (obtenir tel permis, monter en grade, réussir sa carrière, éviter les ennuis avec telle autorité, etc), il nous fallait subir et nous résigner à certaines compromissions. Comme si certaines pratiques corrompues (tel le billet à glisser) étaient devenues le chemin obligé. Celui qui veut y échapper en paiera le prix, autrement. Et l'une d'entre nous de citer le cas d'un ami qui n'a jamais voulu acheter son permis et, de ce fait, l'attendra toujours. C'est le monde à l'envers, où la tricherie devient l'habitude et où le respect de la règle exige courage et abnégation. Au départ de la discussion, nous sommes tous unanimes pour déplorer et dénoncer la corruption. Mais quand nous creusons, nous partageons notre sentiment d'être coincés par une pratique corrompue, sorte de contrainte sociale à subir. Et nous finissons par toucher du doigt nos propres complicités (au rang desquelles la peur des conséquences et le silence occupent une large place).

Pourtant, ce système déréglé n'est pas une fatalité. C'est précisément l'accumulation silencieuse et cachée de nos complicités qui le crée ou en tous cas le renforce et l'installe. De la même manière, ce sera, de la part d'un bon nombre de citoyens, le refus d'être complice, manifesté clairement et intelligemment, qui pourra le briser. C'est ce que nous chercherons à illustrer dans le prochain article de cette rubrique, en donnant des exemples concrets d'initiatives contre la corruption, prises par des citoyens d'autres pays, . . . peut-être de Maurice, si vous me faites la confiance de partager vos propres expériences (merci d'adresser votre courrier à la rédaction du journal).

Étienne Chomé